L'élargissement de l'OTAN

Les enjeux et les risques du sommet de Bucarest (2-4 avril 2008)

Philippe Boulanger

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/5083>

DOI : 10.4000/echogeo.5083

ISSN : 1963-1197

Éditeur

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Référence électronique

Philippe Boulanger, « L'élargissement de l'OTAN », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 05 juin 2008, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/5083> ; DOI : 10.4000/echogeo.5083

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International

L'élargissement de l'OTAN

Les enjeux et les risques du sommet de Bucarest (2-4 avril 2008)

Philippe Boulanger

- 1 Le Sommet de l'OTAN, tenu à Bucarest du 2 au 4 avril 2008, marque un nouveau tournant dans son histoire. Créée en 1949 contre la menace soviétique, l'OTAN connaît des réformes continues depuis la chute de l'URSS en 1991. Dès lors elle s'est dotée de la possibilité d'intervenir en dehors de sa zone territoriale, recouvrant l'Amérique du Nord et l'Europe occidentale, l'océan Atlantique et la Méditerranée, soit sous une forme militaire (en Afghanistan), soit sous la forme de partenariats. Sa zone d'influence s'est considérablement étendue vers l'Europe orientale, la Russie et l'Asie centrale. Le processus d'élargissement est l'un des aspects essentiels de la dynamique otanienne. Le sommet de Bucarest s'inscrit dans cette continuité. Il montre aussi les nouveaux risques que rencontre l'Alliance : des divisions croissantes entre les Etats membres, la collusion avec la sphère d'influence russe. Comment ce sommet révèle-t-il de nouveaux enjeux et de nouveaux risques pour l'OTAN ? Trois aspects peuvent être mis en évidence : la logique géopolitique de l'élargissement, la recherche d'un nouvel équilibre, les nouveaux risques dont celui de la collusion avec la sphère d'influence russe.

1. La logique géopolitique de l'élargissement de l'OTAN

1.1. Une aire géostratégique et géopolitique nord-atlantique

- 2 L'espace militaire otanien est né au début de la Guerre froide. En avril 1949, le traité de Washington crée une organisation régionale de défense commune des intérêts de ses membres. Son but est de préserver la paix sur le continent européen. Cet espace s'étend alors à une dizaine de pays européens (Belgique, Danemark, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Luxembourg, Norvège, Islande, Portugal) et à deux pays de l'Amérique du Nord (Etats-Unis, Canada) lors de sa fondation. Les enjeux de la Guerre froide conduisent à élargir ce premier espace militaire jusqu'à 16 pays à la fin de la Guerre froide. Sa particularité réside dans le principe d'une organisation à caractère intergouvernemental

(et non celui de la supranationalité). Les pays membres gardent leur indépendance et leur souveraineté.

- 3 A partir de la chute de l'URSS en 1991, un certain nombre de bouleversements politiques se produisent. De nouveaux foyers de crise apparaissent en Afrique (Rwanda, Sierra Leone, etc.), dans le Golfe arabo-Persique (guerre du Koweït en 1990-1991), au Moyen-Orient (Liban-Syrie, Irak, Iran). La nouvelle donne stratégique rend moins prépondérante la défense en Europe occidentale. Les frontières nationales des membres de l'OTAN ne sont plus menacées, comme durant la Guerre froide, par l'armée du Pacte de Varsovie dissoute au moment de la chute de l'URSS en 1991. En revanche, d'autres menaces toujours contemporaines s'accroissent : le risque terroriste, le risque d'éclatement des Etats nés après la Seconde Guerre mondiale (l'ex-fédération de Yougoslavie).
- 4 L'OTAN commence aussi, au début des années 1990, une profonde réforme. La perception du territoire à défendre n'est plus la même après la chute de l'URSS. La localisation de ses intérêts stratégiques se déplace vers l'Est et le Moyen-Orient. Les fondements de la doctrine doivent évoluer et s'adapter à une autre dynamique des relations internationales. Durant la Guerre froide, le concept stratégique défini en 1949 se portait contre l'URSS. Celui-ci consistait à défendre le territoire des pays membres (la zone Atlantique-Nord) en cas d'agression. En novembre 1991, un nouveau concept stratégique est adopté. La notion de défense territoriale disparaît, remplacée par « une conception élargie de la stabilité et de la sécurité ». Celle-ci recouvre les problèmes économiques, sociaux, politiques, les rivalités ethniques, les litiges territoriaux. L'autre nouveauté apparaît dans la notion de gestion de crise, de dialogue, de coopération dans le domaine de l'armement et du désarmement. L'espace géographique reste le même et la mission consiste toujours à assurer la sécurité et la stabilité de l'Europe. L'évolution des conditions géopolitiques en Europe et dans le monde conduit aussi à une révision du concept stratégique en 1999. Désormais la priorité est orientée vers deux types de mission : la gestion des crises (Bosnie-Herzégovine) et le maintien de la paix hors de la zone OTAN. Cette évolution conceptuelle conduit à intégrer de nouveaux Etats de l'Europe centrale et orientale.

L'élargissement progressif de l'OTAN en Europe

1.2. Un élargissement accéléré depuis 1999

- 5 L'élargissement de l'OTAN n'a pas attendu les années 2000 pour commencer. La Grèce et la Turquie sont intégrées en 1952, la République fédérale allemande en 1954, l'Espagne en 1982. La zone de l'OTAN s'étend alors à l'Europe occidentale, l'Amérique du Nord, l'Asie Mineure, aux forces navales de l'océan Atlantique et de la Méditerranée. Dès 1989, après la chute du Mur de Berlin, la Déclaration de Londres manifeste la volonté de dialogue de l'OTAN aux membres du Pacte de Varsovie devenu vacillant. Cette volonté aboutit à l'adoption du Partenariat pour la Paix au sommet de Bruxelles de 1994 qui a pour objectif de tisser des liens nouveaux avec des pays situés en-dehors de la zone OTAN. 28 pays s'engagent à nouer des relations avec l'OTAN à travers cette nouvelle forme de dialogue¹. En 1997, la création du Conseil du Partenariat Euro-Atlantique s'inscrit dans cette continuité pour favoriser ces rapprochements. 44 pays en font partie, rassemblant 16 pays Alliés de l'OTAN et 28 pays partenaires. Des programmes de coopération en matière de sécurité sont lancés et adaptés en fonction de besoins particuliers. Des exercices militaires d'interopérabilité et des situations d'urgence dans le domaine civil sont organisés. La même année, au sommet de Madrid, trois pays sont invités à engager des pourparlers d'adhésion avec l'OTAN (Hongrie, Pologne, République Tchèque) et préparent leur intégration pour 1999. Au sommet de Washington, en 1999, l'Alliance adopte le Plan d'action pour l'adhésion (MAP, Membership Action Plan). En affirmant sa politique d'ouverture, l'OTAN souhaite aider les candidats à se préparer à l'adhésion selon des critères larges. L'Albanie, la Croatie et l'Ex-République yougoslave de Macédoine en sont membres et souhaitent l'intégrer en 2008. Au début des années 2000, l'élargissement de l'OTAN s'accélère.

Pays membres de l'OTAN

- 6 Au sommet de Prague en 2002, il est décidé que sept nouveaux pays intègrent l'OTAN en mars 2004 (Bulgarie, Estonie, Lituanie, Lettonie, Roumanie, Slovaquie, Slovénie). Il s'agit de la cinquième et la plus forte vague d'élargissement dans l'histoire de l'Alliance. Au cours du même sommet, est lancé le Plan d'action individuel pour le partenariat qui favorise le rapprochement des pays partenaires de l'Organisation. En octobre 2004, la Géorgie est le premier pays à établir un IPAP avec l'OTAN, suivi de l'Azerbaïdjan (mai 2005), l'Arménie (décembre 2005), la République de Moldavie (mai 2006). Un dialogue intensifié est adopté entre l'OTAN et l'Ukraine en avril 2005, puis avec la Géorgie en septembre 2006.

1.3. L'extension de la sphère d'influence de l'OTAN vers l'Est

- 7 Au lendemain de la chute de l'URSS, en 1991, le principe des interventions au-delà de la zone de l'OTAN faisait l'objet de débats entre les Etats membres. Ce débat est aujourd'hui dépassé et le principe d'intervenir dans les zones où se situent les intérêts de ses membres est acquis comme le montre son intervention dans la crise du Kosovo en 1999. Mais, parallèlement au principe du recours à la force, d'autres moyens ont été engagés, dès 1994, pour intervenir hors de l'Europe. Ces moyens sont les Partenariats qui consistent à mettre aux standards d'interopérabilité de l'Alliance les pays sans les intégrer. Parallèlement, ces partenariats permettent de développer les valeurs démocratiques et d'encadrer les réformes militaires. En 2008, aux 26 pays membres qui

constituent le cœur décisionnel s'ajoutent 30 pays partenaires. Ces partenariats se caractérisent par la diversité des formes :

- Le Partenariat pour la Paix. Il intègre les pays les plus proches de la zone otanienne. Il consiste à transformer les structures militaires préexistantes par des programmes et regroupe quatre types de pays : ceux de l'Union Européenne non membres de l'OTAN, soit les Etats neutres (Autriche, Suède, Finlande, Suisse, Irlande) ; ceux des Balkans (Albanie, Croatie, Macédoine) qui aspirent à intégrer l'OTAN ; ceux d'Asie centrale et du Caucase considérés comme une zone d'intérêt majeur (Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan...) ; ceux présentant une situation spécifique (Russie, Ukraine, Biélorussie, Moldavie)².
- Le dialogue Méditerranéen. Il comprend sept pays (Israël, Jordanie, Egypte, Tunisie, Maroc, Algérie, Mauritanie). Il tend à favoriser la sécurité et la stabilité régionale en développant des activités conjointes dans le domaine des sciences et de l'information par exemple. Depuis 2002, ce Dialogue suit le modèle du PpP comme le montre la coopération de l'Egypte, du Maroc et de la Jordanie dans les opérations OTAN dans les Balkans.
- Initiative de coopération d'Istanbul (2004). Ce type de partenariat comprend quatre pays (Koweït, Bahreïn, Qatar, Emirats arabes unis). Il inclut des formes de coopération diverses tels la réforme de la défense, les plans de défense, la lutte contre le terrorisme, la sécurité des frontières.
- Les pays de contact. Ce type de partenariat rassemble les « Triple non » (non alliés, non membres du PpP, non membres du Dialogue Méditerranée), situés dans les « marches » de l'OTAN, qui se divise en deux groupes : ceux qui contribuent à certaines opérations de l'Alliance (Japon, Australie, Nouvelle Zélande, Corée du Sud), ceux directement concernés par les opérations de l'OTAN. Quant aux premiers, ces pays doivent correspondre à des critères relatifs aux valeurs démocratiques et aux exigences des capacités militaires de l'OTAN. Quant au second, l'OTAN mène déjà des opérations militaires sur leur territoire et les associe aux opérations (Afghanistan, Irak).

- 8 Le processus d'élargissement de l'OTAN suit une certaine cohérence géographique et géopolitique. En intégrant de nouveaux membres vers l'Est, la zone de protection de l'OTAN s'est déplacée vers l'Est. En avril 1999, la frontière se situe désormais aux limites orientales de la Pologne et de la République Tchèque. Cette logique correspond clairement à une logique géopolitique. Le sommet de Prague de 2002 confirme cette approche. En s'élargissant vers l'Est, l'OTAN cherche à éviter la déstabilisation politique de l'Europe orientale et à créer une zone de stabilité. C'est dans ce cadre d'élargissement continu de l'OTAN que le sommet de Bucarest s'est ouvert en avril 2008. Plusieurs mois auparavant, les négociations en cours prévoient une réunion d'une importance politique et stratégique décisive.

2. Les enjeux du sommet de Bucarest de 2008 : la recherche d'un nouvel équilibre

2.1. Les principaux enjeux du Sommet de Bucarest

- 9 Le sommet qui se tient au Palais de Cotroceni du 2 au 4 avril 2008 s'inscrit dans la continuité des précédents tout en manifestant clairement la recherche d'un nouvel équilibre. Ce sommet a pour objet trois questions majeures : l'élargissement de l'Alliance, la situation des troupes de l'OTAN en Afghanistan, un accord sur le bouclier antimissile américain. Pour la première fois de son histoire, un président russe, Vladimir Poutine,

participe au Conseil OTAN-Russie, qui doit clôturer le sommet, de même qu'a lieu la présence d'un président russe sur le sol roumain depuis 1990. Le président américain se rend également personnellement à ce dernier sommet de l'Alliance durant son mandat. Leur présence assure une dimension internationale et d'une importance majeure aux différentes questions. Elle traduit aussi que les intérêts de ces deux pays seront défendus au plus haut niveau.

- 10 Les débats préliminaires avaient déjà donné la tonalité de cette rencontre internationale. Les négociations s'annoncent difficiles entre les membres et révèlent des divisions majeures. Les trois questions à aborder suscitent des oppositions radicales.

2.2. La question centrale de l'élargissement

- 11 L'un des enjeux du sommet de Bucarest porte sur l'élargissement de l'OTAN au-delà des frontières européennes et comporte aussi bien une dimension politique que militaire. Cet enjeu n'est pas nouveau et s'inscrit dans la continuité d'initiatives prises dans les sommets antérieurs.
- 12 En effet, au sommet d'Istanbul en 2004, grâce à la notion de voisins éloignés et de pays de contact, l'élargissement est prévu en direction du Moyen-Orient et de l'Asie Centrale. Au sommet de Riga en novembre 2006, dont l'objectif est de demander des renforts aux Européens pour soutenir les opérations en Afghanistan³, il est décidé d'inviter l'Albanie, la Croatie et l'ancienne République yougoslave de Macédoine à devenir membres de l'OTAN lors de son dernier sommet à Bucarest en avril 2008, sous réserve que ces pays remplissent les conditions nécessaires. Encouragées à poursuivre les réformes avant de pouvoir adhérer à l'Alliance, Géorgie et Ukraine attendent de passer de leur statut de pays ayant un « dialogue intensifié » avec l'OTAN à celui de membres du Plan d'action en vue de l'adhésion. Pour accélérer ce processus d'adhésion, en avril 2007, le président américain Bush promulgue une loi autorisant l'assistance à l'Albanie, la Croatie, la Géorgie, la Macédoine et l'Ukraine pour faciliter l'admission de nouveaux membres dans

l'OTAN. Elle autorise l'adoption de crédits pour certains programmes d'assistance militaire à ces pays en 2008. Jaap de Hoop Scheffer, secrétaire général de l'Alliance, confirme ainsi, début mars 2008, qu'« *il n'y a pas de fatigue de l'élargissement ; les portes de l'OTAN restent ouvertes* ».

- 13 La question de l'élargissement recouvre ainsi deux notions, la première visant à l'intégration de certains pays, la seconde l'adhésion au MAP qui est la voie privilégiée pour une intégration définitive. L'Acte final du sommet conduit à l'adhésion de la Croatie et de l'Albanie dans l'OTAN, à celle de la Bosnie Herzégovine et du Monténégro au MAP. Mais plusieurs points d'achoppement freinent le bon déroulement du processus pour les autres pays candidats :

- 1) l'intégration de la République yougoslave de Macédoine dans l'OTAN. Le problème apparaît dans le nom donné au pays. Cet Etat, indépendant depuis 1991, souhaiterait adhérer en prenant le nom de Macédoine. Or ce nom est déjà donné à l'une des régions historiques de la Grèce. Celle-ci avait déjà annoncé qu'elle menaçait d'opposer un veto à la candidature de l'ancienne république yougoslave de Macédoine à l'OTAN si un compromis sur cette question n'est pas trouvé d'ici là. Les deux pays négocient depuis 1993 sur le nom à donner sous l'égide de l'ONU, mais aucun compromis n'a pu être trouvé jusqu'à présent. La Macédoine a été admise en 1993 à l'ONU sous le nom provisoire d'« ancienne République yougoslave de Macédoine » (ARYM, ou FYROM en anglais). Le médiateur de l'ONU, Matthew Nimetz, a soumis fin février 2008 une nouvelle proposition sous la forme d'une double appellation pour l'ancienne république yougoslave. Mais selon le sondage, 81% de Macédoniens s'opposent à cette proposition et souhaitent que leur pays soit reconnu dans tous les cas comme "République de Macédoine". Une très forte majorité de Macédoniens est prête à renoncer à l'adhésion à l'OTAN s'il faut pour l'intégrer changer le nom de cette ancienne république yougoslave. Au final, l'admission de cet Etat a été reportée après avoir été bloquée par le veto de la Grèce. Ce différend provoque le départ de la délégation macédonienne en signe de protestation pendant le Sommet. L'OTAN s'est exprimée confiante dans une « *solution mutuellement acceptable* » tout en déplorant ce blocage.
- 2) L'adhésion de la Géorgie et de l'Ukraine dans le PpP. Ce processus oppose deux visions différentes de la diplomatie et de la géopolitique. La Russie y voit ainsi une intrusion de l'Alliance dans sa sphère d'influence traditionnelle qui s'étendait jusqu'aux années 2000 à ces deux autres pays de la mer Noire. En outre, pour la première fois dans son histoire, l'Alliance doit accepter l'intégration dans le MAP de pays connaissant de profonds problèmes internes. Les mouvements sécessionnistes en Abkhazie et en Ossétie du Sud, situées en Géorgie, ne sont pas résolus. La politique américaine ne peut considérer que la Russie puisse imposer de veto aux décisions de l'Alliance. La Russie exerce de fait une pression sur la Géorgie. Si la Géorgie devait intégrer l'OTAN, elle pourrait perdre ses deux territoires sécessionnistes (et pro-russes), l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie, que la Russie pourrait reconnaître comme des Etats indépendants⁴. En ce qui concerne l'Ukraine, la Russie considère que son adhésion au PpP déstabiliserait la région puisque le pays n'apporte rien à la sécurité du continent eurasiatique. Selon une déclaration du chef de la diplomatie russe, M. Lavrov, le 28 mars 2008, l'élargissement pérenniserait la division de l'Europe, traduirait « *l'idée de conservation et de renforcement des lignes séparatrices en Europe* ». En outre, face aux pays Est-européens favorables à l'intégration de ces deux pays (Pologne, Pays Baltes), d'autres veulent préserver la relation avec Moscou (France, Allemagne, Espagne, Grèce, Norvège), d'autant que celle-ci est déjà soumise à rude épreuve avec les questions du Kosovo et de la défense anti-missile. Début mars 2008, la France insiste sur la nécessité de prendre en compte la « *sensibilité* » et le « *rôle* » (Bernard Kouchner) important de la Russie. Le

ministre allemand des affaires étrangères Steinmeier exprime également son « *scepticisme* ». L'axe Paris-Berlin, avec huit autres Etats membres, s'est finalement imposé face à Washington. En dépit des insistances du président américain George W. Bush, ces deux pays devront attendre avant d'être invités à rejoindre le MAP. Le Conseil de l'Atlantique Nord considère qu'ils ne sont pas encore prêts à recevoir ce statut, leurs démocraties n'étant pas stables.

2.3. D'autres divisions apparaissent sur les questions du bouclier anti-missile et de l'Afghanistan

- 14 Alors que la question de l'élargissement est perçue comme un revers de la politique américaine, il en est autrement de l'accord conclu entre les Etats-Unis et la République tchèque pour l'implantation sur le sol tchèque d'éléments du bouclier anti-missile américain. Cet accord apparaît, en avril 2008, dès lors comme une victoire américaine, mais il divise aussi les Européens qui tentent de consolider les acquis de l'Europe de la défense. Les 26 membres reconnaissent toutefois « *la contribution substantielle* (du bouclier antimissile américain en Pologne et en République tchèque) *à la protection des alliés* », tout en poursuivant le développement d'un système antimissile propre à l'OTAN, les deux étant connectés. Ce projet est destiné à mettre l'Europe à l'abri d'un tir de missile provenant de « pays voyous », comme l'Iran. Il suscite une vive opposition de la Russie, qui y voit un plan pour affaiblir sa propre sécurité. Les autorités tchèques avaient obtenu cependant le soutien préalable à ce projet avant de donner leur accord. Dès mai 2008, une station radar pour détecter le lancement de missiles balistiques pourrait être aménagée en République tchèque. Elle sera couplée à dix intercepteurs lance-missiles, lesquels seront installés en Pologne. Selon le secrétaire général de l'Alliance, Jaap de Hoop Scheffer, un bouclier antimissile complémentaire pourrait couvrir aussi les zones non protégées (Roumanie, Grèce, Bulgarie, Turquie) si ce projet était adopté lors du prochain sommet de l'OTAN en 2009⁵.
- 15 La question de l'Afghanistan est tout aussi délicate. Les Etats-Unis pressent les Etats membres d'envoyer de nouveaux renforts. Au sommet de Riga, en 2006, cette demande s'était clairement exprimée. La mission de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) est décriée alors que la demande en renforts est rendue nécessaire par la recrudescence des attentats terroristes et le redéploiement des Talibans soutenus par Al Qaida. Les commandants de l'ISAF, qui comprend 43 000 militaires, demandent des renforts de troupes dans le Sud pour lutter contre l'insurrection des talibans. Les combats sont surtout menés par les soldats américains (un tiers de la force), canadiens, britanniques et néerlandais. Quelques pays réclament toutefois des garanties. L'Australie, présente par un contingent de 1 000 hommes bien qu'extérieure à l'OTAN, exige que l'Alliance élabore une nouvelle stratégie précisant les étapes vers la victoire. Le Canada demande aussi des renforts pour ses 2 500 hommes déployés dans la province de Kandahar en échange de son engagement au-delà de 2011. Les Etats-Unis demandent donc un effort supplémentaire à ses alliés. Face aux doutes de l'opinion publique sur l'intérêt de se maintenir en Asie centrale contre un adversaire insaisissable, les dirigeants de l'OTAN se sont engagés à accroître leurs effectifs et à mieux se partager le « fardeau » des opérations militaires contre les talibans. Au final, la Géorgie et la France se sont déclarées « *prêtes à envoyer des renforts* » dont environ 1 000 hommes déployés dans l'Est du pays pour la France.

3. Les risques de collusion avec la sphère d'influence russe

- 16 Depuis 1999, l'élargissement vers l'Est de l'OTAN a été continu. Pour la première fois, force est de constater que la politique américaine au sein de l'Alliance connaît un coup d'arrêt important. Ce résultat pourrait s'expliquer par plusieurs raisons.

3.1. Une Alliance fragilisée par la complexité des intérêts et des missions stratégiques

- 17 Tout d'abord, son centre de gravité se déplace depuis 10 ans vers l'Europe orientale, puis au-delà de l'Europe, avec le risque de fragiliser la cohésion de l'OTAN en raison du nombre accru des intérêts stratégiques et des missions à effectuer. Le désaccord de la France et de l'Allemagne témoigne de la complexe institution qu'est devenue l'Alliance à 26.
- 18 Les divisions internes traduisent aussi la recherche d'un nouvel équilibre. Les menaces ne sont plus les mêmes et demandent des adaptations internes pour éviter la fragilisation des relations entre les pays membres. Le dernier concept stratégique date de 1999, soit bien avant les attentats du 11 septembre 2001 qui devaient modifier les axes d'intervention de l'Alliance et des pays occidentaux, et demande d'être adapté aux nouvelles circonstances. « *Les fardeaux qui pèsent sur l'OTAN sont plus lourds que jamais* » selon le général De Hoop Scheffer, considérant « urgent » « *d'avoir une vision stratégique claire* ». « *Quelle OTAN voulons-nous pour les années à venir ?* ». Telle est la question posée au final. Le prochain sommet, qui célébrera le 60^e anniversaire de l'Alliance et sera organisé, à la demande de l'Allemagne, pour la première fois dans deux villes en même temps, à Strasbourg et à Kehl, devrait probablement apporter des éléments de réponse.

3.2. La collision avec la sphère d'influence russe

- 19 Ensuite, cet élargissement continu fait apparaître un autre risque dans la possible collision avec la sphère d'influence russe. La position de la Géorgie et de l'Ukraine pose le problème de la relation entre l'OTAN et la Russie. Le vice-président des affaires étrangères russe, Alexandre Grouchko, cité par l'agence Interfax, prévient, pendant le sommet, que l'intégration des deux anciennes républiques soviétiques serait « *une grande erreur stratégique (...) qui aura les conséquences les plus sérieuses pour la sécurité de l'Europe* » (*Le Monde*, 3 avril 2008). Si le projet de les intégrer au Plan d'action pour l'adhésion n'est pas abandonné, et sera même réexaminé par les ministres des affaires étrangères en décembre prochain, il n'en demeure pas moins que l'OTAN sort fragilisée.
- 20 L'échec de leur intégration est l'une des conséquences de relations tendues entre les deux grandes puissances. La Russie renouvelle sa doctrine militaire, notamment en matière de dissuasion nucléaire, et sa culture militaire reste attachée à s'opposer aux Etats-Unis. En février 2008, Vladimir Poutine a déclaré que la Russie pourrait rediriger une partie de ses missiles contre les éléments du bouclier antimissile américain s'ils sont implantés en Europe de l'Est, ainsi que contre l'Ukraine en cas de déploiement de bases militaires de

l'OTAN dans ce pays. Pour la Russie, l'élargissement de l'OTAN avance trop vite et trop loin sur un territoire placé sous l'influence de la Russie.

3.3. Une coopération OTAN-Russie réaffirmée en matière de sécurité

- 21 Le sommet se clôt par la réunion du conseil OTAN-Russie, créé à Rome en 2002, le 4 avril. Les négociations s'achèvent toutefois par des avancées comme le souligne le Département d'Etat américain.
- 22 Les dirigeants des États membres de l'OTAN et le président de la Russie réaffirment un certain nombre de domaines de coopération en matière de sécurité, notamment la gestion de l'espace aérien, les plans d'urgence à caractère civil, la coopération scientifique et la sécurité environnementale. Depuis cet accord, Moscou a des officiers de liaison au siège de l'OTAN à Bruxelles et participe périodiquement à des exercices militaires communs. Depuis 2006, la flotte russe de la mer Noire participe, de concert avec les 26 États membres de l'OTAN, aux opérations de surveillance de la Méditerranée dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Ces formes de coopération militaire devraient se poursuivre malgré les divergences de vue sur l'élargissement de l'OTAN et la question du Kosovo.
- 23 Par ailleurs, la Russie devrait ouvrir un nouveau couloir de transport à travers son territoire pour les marchandises et les fournitures à caractère non militaire destinées à la mission de sécurité et de maintien de la paix en Afghanistan. Ce couloir de transport dans le territoire russe résulte de la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU invitant les pays limitrophes de l'Afghanistan à laisser des avions survoler leur territoire et à laisser des véhicules de transport traverser en vue d'apporter un soutien à la Force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan.
- 24 Malgré leurs divergences d'opinion relatives au Kosovo, les membres de ce conseil s'engagent en faveur « *d'un avenir stable, démocratique, pluriethnique, empreint de paix et de sécurité pour les Balkans occidentaux* ». Ils s'engagent aussi à faire en sorte que la sécurité dans l'ancienne province serbe soit un objectif commun. 16 000 hommes de l'OTAN sont déployés actuellement dans ce nouvel Etat et ont un rôle décisif dans la stabilité régionale. L'OTAN et la Russie ont aussi convenu de poursuivre les discussions relatives à la proposition des États-Unis de mettre en place un système de défense antimissile de portée réduite. Selon Jaap de Hoop Scheffer, « *à l'heure actuelle, nos relations ont de nombreux aspects et sont influencées par des réalités politiques et des problèmes politiques sur lesquels nous avons des opinions divergentes, ainsi que par des intérêts communs pratiques et très pragmatiques* » (4 avril).
- 25 Au final, le sommet de l'OTAN à Bucarest a été le lieu pour les Occidentaux de réaffirmer leur engagement en Afghanistan, d'ouvrir les négociations d'adhésion à l'Albanie et à la Croatie et de soutenir l'installation en Pologne et en République tchèque des éléments du bouclier antimissile américain. A l'origine créée pour défendre l'Europe face à la menace communiste, en 1949, l'Alliance est confrontée, depuis les attentats du 11 septembre 2001, à de nouvelles menaces comme la lutte contre le terrorisme international. Aujourd'hui, de nombreux experts estiment qu'il est désormais nécessaire de redéfinir sa stratégie politico-militaire pour mieux répondre aux défis de la stabilité et de la sécurité.

BIBLIOGRAPHIE

Claire Bordes, *La construction de la défense européenne via l'élargissement à l'Est de l'Union européenne et de l'Otan : complémentarité ou rivalité au sein de la nouvelle donne géopolitique européenne*, thèse de doctorat soutenue le 11 décembre 2007 sous la direction de M. le Professeur Jean-Robert Pitte, 436 p.

Christian Houdet, Colombar Lebas, Gérard Dréville, *Une défense plus globale "par et pour" une Europe prospère*, Editions des Riaux, 2005.

Roseline Mariller, *Quelle stratégie pour l'Europe de la défense ?*, Economica, 2006.

Eric Sourrisseau, « Les conséquences militaires et stratégiques de l'élargissement de l'Europe », *Annuaire stratégique et militaire* 2003, FRS, Odile Jacob, p. 407-414.

Charles Zorghihe, *Histoire de l'OTAN*, Paris, Complexe, 2002, 283 p.

NOTES

1. Albanie, Arménie, l'Autriche, Azerbaïdjan, Biélorussie, Bulgarie, Estonie, Finlande, Géorgie, Hongrie, Kazakhstan, Lettonie, ex-république yougoslave de Macédoine, Lituanie, Moldavie, Ouzbékistan, Pologne, République tchèque, République kirghize, Roumanie, Russie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tadjikistan, Turkménistan, Ukraine.
2. La Russie engage un PpP en 1994 et intègre un conseil conjoint OTAN-PpP. L'Ukraine suit la même voie en 1994 et adopte une charte de partenariat en 1997. Chaque pays choisit ainsi cet accord selon des intérêts propres.
3. Lors du sommet de l'OTAN à Riga (Lettonie) les 28 et 29 novembre 2006, largement consacré à la situation en Afghanistan, plusieurs pays comme la France, l'Italie, l'Allemagne et l'Espagne, en levant les restrictions du déploiement de leurs troupes hors des zones d'attributions, apportent un soutien aux quelques 10 000 soldats canadiens, britanniques, danois, australiens et néerlandais engagés depuis l'été 2006 dans le Sud.
4. Un cas similaire s'est posé avec la Moldavie en février 2008 lors du sommet de la Communauté des Etats indépendants. En échange de son non engagement à adhérer à l'OTAN, la Moldavie, qui serait devenue neutre, réintègre la Transnistrie, région séparatiste, qui obtiendrait une large autonomie au sein de cet Etat. Ce statut devrait être reconnu par la Russie, l'Union européenne, les Etats-Unis, l'Union européenne et par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.
5. La rencontre Poutine-Bush conduit aussi à un autre projet plus ambitieux. Les deux hommes envisagent la création d'un système commun de défense antimissile avec l'Europe dans lequel les trois parties participeraient à « part égale », selon une déclaration commune. « Les deux pays ont exprimé leur intérêt dans la création d'un système de défense antimissile commun dans lequel la Russie, les Etats-Unis et l'Europe participeront à part égale », selon le texte de la déclaration finale.

RÉSUMÉS

Le sommet de Bucarest (2-4 avril 2008) s'inscrit dans la continuité d'un processus enclenché après la chute de l'URSS en 1991. Ce processus tend à élargir la zone OTAN comme sa zone d'influence vers l'Est, en procédant soit à de nouvelles intégration, soit à de nouveaux partenariats. Ce processus d'élargissement n'est pas non plus sans poser de problèmes à la puissance renaissante de la Russie. Quels sont les enjeux et les risques du sommet de Bucarest ?

Summary: the summit of Bucharest (in April 2-4th, 2008) joins in the continuity of a process engaged after the fall of the USSR in 1991. This process tends to widen the zone NATO as its sphere of influence eastward, by proceeding either to news integration, or in new partnerships. This process of release is not either without raising of problems in the returning power of Russia. What are the stakes and the risks of the summit of Bucharest?

INDEX

Mots-clés : OTAN, zone d'influence, géographie militaire, Europe orientale, Asie centrale, Russie

Keywords : NATO, sphere of influence, military geography, oriental Europe, Central Asia, Russia

AUTEUR

PHILIPPE BOULANGER

Philippe Boulanger (Philippe.Boulanger@paris-sorbonne.fr) est maître de conférences en géographie à l'Université Paris-Sorbonne. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages et articles de géographie militaire dont *La géographie militaire française 1871-1939* (Economica, Institut de stratégie comparée, 2002, prix Lucien Wyse-Bonaparte 2003 de la Société de géographie de Paris) et *Géographie militaire* (Ellipses, 2006, 394 p.).